



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a participé, du 29 au 31 juillet 2018 à Lomé au Togo, aux sommets CEDEAO-CEEAC, de l'UEMOA et de la CEDEAO. Le chef de l'Etat dit tirer un bilan satisfaisant de l'ensemble de ces rencontres de haut niveau. C'est dans la soirée du mardi 31 juillet 2018 que le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a été accueilli à l'aéroport international de Ouagadougou par le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, et quelques membres du gouvernement.

De retour de son séjour en terre togolaise, le chef de l'Etat tire un bilan satisfaisant des trois sommets auxquels il a pris part aux côtés de ses homologues de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Au titre du sommet conjoint entre les communautés économiques et monétaire Ouest africaine (CEDEAO) et de l'Afrique centrale (CEEAC), premier du genre, l'essentiel des discussions a porté sur les questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme, a soutenu Roch Marc Christian Kaboré. « Nous avons pris la décision que les ministres concernés vont se réunir pour signer un accord de coopération de police criminelle », a-t-il précisé. Par ailleurs, a dit le président du Faso, les chefs d'Etat et de gouvernement ont discuté également de la situation sécuritaire en Afrique centrale, et particulièrement en Centrafrique où ils ont demandé la levée de l'embargo sur les commandes d'armes. « On a décidé, au niveau de l'ONU, de plaider pour la Centrafrique puisque manifestement, c'est un pays qui est occupé par des bandes armées alors que le gouvernement ne dispose pas d'une armée équipée », a-t-il insisté. Toujours à ce sommet conjoint, il a été collégialement décidé, selon le président Kaboré, de faire en sorte que le G5 Sahel soit mis sous chapitre 7 de la Charte des Nations unies de manière à pouvoir avoir les moyens pour combattre avec la plus grande efficacité le terrorisme dans la sous-région. Il a été convenu que le sommet conjoint va désormais se tenir tous les deux ans, de façon alternée entre les espaces communautaires.

Soutenir les élections en Guinée-Bissau

Le deuxième sommet a été la conférence des chefs d'Etat de l'UEMOA. A cette occasion, a expliqué le président du Faso, la Commission de l'Union a été félicitée pour la réduction de ses charges, à hauteur de 75 milliards de F CFA. L'autre point important de cette réunion, a noté le locataire de Kosyam, a été la question du Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) qui, théoriquement devrait passer à 0,5% pour toutes les importations hors zone de l'UEMOA. « Au regard de l'analyse qui a été faite, nous avons décidé de maintenir à 0,8% cette perception. Si on va à 0,5%, non seulement la commission ne pourra pas fonctionner mais aussi, les différents programmes ne pourront pas être mis en œuvre », a relevé le président Kaboré. Il a donc été demandé au Conseil des ministres de continuer l'examen de cette question jusqu'en 2020. Pour le chef de l'Etat, la conférence de l'UEMOA a également noté une « bonne situation économique » de la zone avec toutefois des écarts sur le déficit budgétaire ou l'inflation entre les différents pays. La question de la sécurité a aussi été examinée, selon lui, notamment la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. S'agissant du 3e sommet consacré à la 53e session de la CEDEAO, il a été question de la crise en Guinée Bissau. Le pays qui se prépare à aller dès le mois de novembre aux élections, a besoin, selon Roch Marc Christian Kaboré de moyens financiers. « D'un côté, l'UEMOA a donné un million de dollars pour accompagner cette élection et de l'autre côté, la CEDEAO va donner 2 millions de dollars pour permettre à la Guinée Biseau d'aller aux élections. Par ailleurs, des sanctions individuelles avaient été prises vis-à-vis de certaines personnalités. Au regard des efforts consentis, la conférence des chefs d'Etat a décidé de lever ces sanctions », a-t-il fait savoir.

La situation au Togo a été également évoquée et la conférence des chefs d'Etat a souligné la nécessité d'organiser au plus tard, le 20 décembre 2018, les élections législatives, sur la base d'un nouveau fichier électoral. Par ailleurs, il a été demandé que l'Assemblée nationale se réunisse pour adopter les changements nécessaires, notamment les scrutins à deux tours pour la présidentielle, la limitation des mandats à deux. Concernant le Mali où la CEDEAO a envoyé l'ancien Premier ministre, Kadré Désiré Ouédraogo, comme chef de mission d'observation des élections, les chefs d'Etat demandent à tous les partis politiques d'accepter les résultats des urnes une fois publiés. « Au niveau de la CEDEAO enfin, nous avons décidé ensemble que le président Buhari va assurer la présidence de cette institution durant un an », a annoncé Roch Kaboré. Au titre de la monnaie unique dans l'espace CEDEAO, la Task Force dirigée par le président Mamadou Issoufou du Niger, a fait le compte-rendu de ses travaux. « La conférence des chefs d'Etat a demandé que les aspects techniques soient confiées aux banques centrales pour mieux analyser les questions afin de présenter des options que les présidents pourront choisir », a-t-il dit.

Sommets CEDEAO: CEEAC UEMOA

Écrit par Sidwaya

Jeudi, 02 Août 2018 10:27 - Mis à jour Jeudi, 02 Août 2018 10:33

Jean-Marie TOE

Sidwaya